

Discours

Discours de Frédéric Lefebvre, Convention économie

« Crise financière et économique : le changement, résolument »

Maison de la Chimie, Paris,
le 17 décembre 2008

Discours de Frédéric Lefebvre,
Porte-parole,
Secrétaire national de l'UMP en charge de l'économie

[La vidéo](#)

Chers amis,

Je suis heureux de vous accueillir aujourd'hui pour la Convention économique de l'UMP, convention qui vient rythmer le cycle de nos réflexions sur les réponses à donner à la crise sans précédent que nous connaissons et approfondir la tradition des débats publics au sein de notre mouvement. Notre mouvement a résolument choisi le débat, en toute transparence et sans tabou.

Le rôle d'un parti politique, c'est d'écouter les Français.

Le rôle d'un parti politique c'est de proposer, d'innover, d'oser.

Le rôle d'un parti politique, finalement, c'est de trouver une réponse aux attentes ou aux inquiétudes des Français.

A l'heure où d'autres s'interrogent pour savoir s'ils représentent la majorité de la minorité de leur parti ou la minorité de la majorité, notre mouvement a choisi d'être à l'écoute des Français et de leurs préoccupations.

A l'heure où d'autres ont choisi l'obstruction et l'abstention comme crédo politique, notre mouvement a choisi le débat et l'action.

* * *

La crise, chaque jour plus présente dans l'esprit et la vie des Français, a ébranlé l'économie mondiale, mais elle a également ébranlé beaucoup de certitudes.

L'ampleur de cette crise ne laisse place à aucun doute : ses conséquences seront profondes et durables.

Pourtant cette crise nous offre une chance unique, celle du retour de la politique dans le champ de l'économie.

C'est parce que le politique s'est tenu à distance de la mondialisation que la crise est si brutale.

C'est parce que le politique a renoncé à conduire les réformes structurelles nécessaires que la France a longtemps connu le chômage de masse et qu'elle peine à trouver sa place dans la mondialisation.

Le capitalisme reste le meilleur des systèmes. Mais il doit être refondé, sans démagogie mais aussi sans tabou, comme l'a répété Nicolas SARKOZY durant la campagne présidentielle.

Souvenez-vous : tous ceux qui mettaient sa parole en doute.... cette parole si actuelle aujourd'hui est la meilleure réponse qui leur est donnée !

* * *

Notre mouvement a voulu apporter sa contribution à cette refondation, d'abord par le débat.

Ce débat a pris plusieurs formes.

Tout d'abord les **Ateliers du changement**, démarche nouvelle, faite d'ouverture et de transparence.

Ouverture, comme en témoigne la liste des participants aux Ateliers du changement, dont certains sont présents parmi nous aujourd'hui, aux sensibilités diverses, pour contribuer sans tabou à l'échange d'idées et de

propositions.

Transparence, car chacun a pu suivre sur internet le déroulement des séances de travail et comprendre les causes de la crise actuelle mais aussi proposer ses solutions.

Les Ateliers du changement en chiffres ce sont :

- 3 réunions de travail diffusées en direct sur internet,
- 30 experts,
- 4 ateliers sur Facebook avec 250 participants,
- des groupes de travail au sein d'entreprises publiques ou privées réunissant des centaines de contributeurs,
- plus de 21 000 visiteurs uniques et plus de 45 000 pages vues sur le site internet

Mais les Ateliers du changement, c'est aussi et surtout 37 pistes de réflexion concrètes remises au Gouvernement le 12 novembre dernier. Ces pistes portent sur la gouvernance de l'économie, les règles du jeu, le rôle de l'Etat et de l'Union européenne, mais également, et plus concrètement, sur les PME, l'emploi et le logement.

Car mes amis, ne l'oublions pas, c'est l'économie dite « réelle » qui doit être au cœur de notre réflexion.

Parce que l'économie réelle ce sont des hommes et des femmes pour qui le capitalisme doit être une promesse de prospérité individuelle et collective. Mais aussi parce que le rôle d'un parti c'est de penser avant tout aux citoyens et aux salariés.

Et à l'heure où d'autres partis se regardent le nombril, nous avons choisi, à l'UMP, de penser avant tout aux Français.
Et penser aux Français, c'est bien évidemment penser à leur emploi.

L'UMP a là aussi innové en ouvrant un nouvel espace de débat, les « **Rendez-vous de l'Emploi** », qui doivent réunir périodiquement experts et praticiens afin de proposer des solutions pragmatiques au problème de l'emploi. Solutions qui pourront, dans le cadre du nouveau pouvoir d'initiative du parlement, faire l'objet de propositions de loi.

Pour son premier « Rendez-vous de l'Emploi », l'UMP s'est ainsi saisi du thème du télétravail.

Pourquoi le télétravail ? Parce que nous croyons, et le rôle du politique c'est aussi de faire preuve d'audace, que le recours au télétravail constitue une alternative crédible aux délocalisations.

D'autres sujets viendront alimenter les débats, comme les relations entre les banques et les PME ou l'élargissement des services à la personne. Chacun, soyez en assurés, y aura sa place.

Penser aux Français, je le disais tout à l'heure, c'est penser à leur emploi. Mais c'est également penser à leur logement. Car le rôle du logement dans la stabilisation et l'épanouissement des ménages est, nous le savons, crucial.

La politique volontariste du Gouvernement en matière de logement doit être saluée. Mais tant reste à faire, tant le retard accumulé par les politiques passées qui alliaient immobilisme et inefficacité est considérable.

La feuille de route a été dressée par Nicolas SARKOZY durant la campagne présidentielle : la France doit devenir un pays de propriétaires.

Des pistes novatrices ont été envisagées dans le cadre des Ateliers du changement. Je citerais notamment :

- la création d'une « agence de l'accession à la propriété » gérant un service public de la caution pour l'achat d'un premier logement
- la mobilisation d'une partie des fonds déposés sur les Livrets A pour l'accession sociale à la propriété
- l'expérimentation d'un système de crédit bail immobilier ouvert aux particuliers
- l'introduction dans la loi SRU d'un système de bonus pour récompenser les communes qui font plus que ce que la loi exige.

Mais nous souhaitons aller plus loin dans cette réflexion. C'est pourquoi nous lancerons prochainement les « **Rendez-vous du Logement** »

* * *

Quand on parle de débat à l'UMP, comment ne pas évoquer les nombreuses initiatives lancées sur le site internet de notre mouvement :

- les débats **Controverses** et *Agit Pop*, chers à notre Secrétaire générale adjointe, Nathalie Kosciusko Morizet
- les émissions **Réforme Hebdo**, chères à notre ami Jérôme Chartier.

Comment ne pas évoquer également les initiatives de nos Jeunes Populaires qui ont organisé la semaine dernière une Convention sur le pouvoir d'achat des jeunes, n'est-ce pas Benjamin, Aurore et Madhi ? Convention qui a donné lieu à 34 propositions pour faciliter notamment l'accès des jeunes au travail.

* * *

Le travail, encore lui. Au centre de nos débats, au centre de nos préoccupations.

Car la crise que nous connaissons est, j'en suis persuadé, liée à une crise de la valeur travail. Alors que le modèle capitaliste fait du travail la valeur cardinale, le capitalisme moderne s'en est, en partie, détourné.

La « finance pour la finance » a cru pouvoir offrir des rendements élevés, totalement déconnectés de la valeur ajoutée qu'elle créait, totalement déconnectés de l'économie réelle.

Dernière illustration en date, qu'on aurait pu penser d'un autre âge : une fraude de 50 milliards de dollars montée par un « gourou » de la finance qui rémunérait ses investisseurs avec l'argent versé par les suivants...

On a trop vite oublié que c'est par le travail, et uniquement par le travail, que se créent les richesses.

Les politiques publiques ont-elles aussi contribué à dévaloriser le travail... Les 35 heures, chères à Martine Aubry en ont été le point d'orgue, et ont nourri le mythe de la prospérité libérée du travail. On a menti aux Français, on les a trompés !

C'est pourquoi il est urgent de réhabiliter le travail, à l'heure où d'autres ont décidé de ressortir les vieilles lunes. Le moderne Benoît Hamon qui ressort du grenier des fausses bonnes idées : l'autorisation administrative de licenciement, cela lui a donné un coup de vieux en quelques instants ! Ce parti socialiste, dont l'absence dans le débat sur la crise est saisissante. Un silence total, presque assourdissant, aussi bien Rue de Solferino, que sur les bancs de l'Assemblée Nationale ou du Sénat . Sur le travail le dimanche, c'est entre nous que le débat a lieu. Sur la réforme des lycées, c'est avec les enseignants et les lycéens, que le débat doit se poursuivre.

Le débat sur la crise, chers amis, c'est bien ici qu'il a lieu. Le PS est aux abonnés absents.

Ici et dans nos rangs à l'Assemblée et au Sénat. Je tiens notamment à saluer le travail des députés UMP qui, sous l'égide de nos amis Laure de la Raudière, Jean-Charles Taugourdeau, François Goulard et Olivier Carré ont fait des propositions au Premier ministre en matière de financement des PME et de réglementation bancaire. Jean-François Copé, qui nous rejoindra a voulu que ce travail s'engage au groupe.

Il faut également saluer l'initiative des Présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat, nos amis Bernard Accoyer et Gérard Larcher, qui ont constitué un groupe de travail commun sur la crise financière qui a déjà eu l'occasion de faire au Président de la République des propositions de réforme du système financier international.

Ce sont ces initiatives qui permettront à notre parti d'être au rendez-vous du nouveau défi qui l'attend dès le début 2009 : à côté de la coproduction qui doit être renforcée, il va nous falloir nous mettre à l'autoproduction législative et user ainsi de notre nouveau pouvoir d'initiative.

Quand sur le travail le dimanche, le PS, sur 4000 amendements n'en dépose

que 10 sérieux, le reste vantant les mérites de la pétanque ou la belote, c'est le degré zéro de la politique que les Français ne supportent plus.

* * *

Répétons-le, mes amis : **le débat sur la crise c'est à l'UMP, avec vous, qu'il a lieu.**

Et quelle meilleure reconnaissance de la qualité du travail accompli par notre mouvement depuis trois mois que la nomination de Patrick Devedjian comme Ministre en charge du plan de Relance ?

Notre Mouvement s'est, dans cette période si particulière, résolument tourné vers les Français pour proposer des voies de sortie à cette crise.

Cette nomination, mes amis, c'est la reconnaissance de la stratégie de notre mouvement. C'est la reconnaissance de votre travail. Soyez en fiers !

* * *

Notre mouvement c'est le débat, mais c'est aussi l'action.

Car le débat sans l'action ne peut être une fin en soi.

Et quelle meilleure illustration d'action politique que ce qui a été accompli par notre Gouvernement depuis le début de cette crise, sous l'impulsion du Président de la République. Deux exemples me viennent à l'esprit.

* * *

Tout d'abord **le plan de relance**, présenté par le Président de la République le 4 décembre dernier à Douai.

Un plan ambitieux de 26 milliards d'euros qui fait le choix de l'avenir et de la modernisation.

Car c'est là le paradoxe : nous devons saisir cette crise comme une opportunité pour moderniser notre pays.

Là où d'autres souhaitent que, conformément aux pratiques du passé, on utilise l'argent du contribuable pour atténuer les effets de la crise sans rien changer à notre pays, le Gouvernement a fait un autre choix.

Un choix d'avenir.

Le choix de la rupture.

Le choix du changement, résolument.

Ce choix, mes amis, c'est celui de l'amélioration de nos infrastructures.

C'est le choix du soutien à nos entreprises, en particulier les plus stratégiques d'entre elles, comme l'automobile ou le logement

Mais c'est également le choix de la stimulation de l'emploi et du soutien aux ménages modestes.

Un plan ambitieux, donc, et résolument tourné vers les Français, tous les Français.

Un plan qui fait le pari de la relance utile.

Car il serait tout aussi dangereux de ne rien faire face à cette crise que d'augmenter les dépenses de l'Etat sans que notre pays en sorte renforcé. Car c'est là l'autre enjeu : celui du rang de notre pays dans le monde.

* * *

Et j'en viens là au deuxième exemple de cette volonté d'action et de cette **détermination** qui nous caractérise.

Et qui caractérise le premier d'entre nous, le Président de la République.

Souvenons-nous du 16 novembre.

D'un côté les dirigeants des vingt plus grandes puissances économiques ou émergentes, aux points de vue qu'on présentait comme irréconciliables, qui réunis à Washington à l'initiative de Nicolas SARKOZY, parviennent, en 48 heures à apporter une réponse historique pour rétablir, de façon coordonnée, la

croissance et refonder le capitalisme financier.

De l'autre, les dirigeants du Parti socialiste qui, après plusieurs mois de tractations, ne réussissent pas à mettre un terme à leurs luttes intestines et à désigner leur premier secrétaire.

Le contraste est saisissant et doit nous amener à nous poser la question suivante : que serait-il arrivé si le parti Socialiste avait été aux commandes ? Quelle motion ou quel courant l'aurait emporté pour décider de ne rien faire ?

Car le Parti socialiste a, mes amis, choisi sa posture : celle de la critique systématique, celle, celle de l'abstention et celle de l'obstruction. Plus grave, il a choisi la stratégie du « je ne propose rien, donc je ne risque rien » !

* * *

Nous avons, nous à l'UMP, choisi une autre voie.

Celle du débat.

Celle du changement.

Celle de l'action.

C'est cette voie qui nous permettra d'être au rendez-vous des Français.

Alors, chers amis, aujourd'hui et comme toujours, osons le débat.

Osons le changement,

Osons l'avenir.

Le recul ne fait pas partie de notre vocabulaire. Avancer toujours, telle doit être notre devise, même si ce n'est pas toujours au rythme que nous souhaiterions.

Avancer résolument là où la gauche ne bouche plus.

Merci.